

## UGCAA L'aile dissidente organise un regroupement régional à Boumerdès

L'aile dissidente de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, UGCAA, menée par Mamar Hentour, faisant fonction de secrétaire général par intérim, a organisé un regroupement à Boumerdès.

Le fait marquant de cette rencontre est la tentative des policiers venus en nombre pour empêcher son déroulement. Motif invoqué, absence d'autorisation administrative des services de la Wilaya. Or, cette rencontre se tenait dans un local privé, elle n'était donc pas publique et n'est soumise, par la loi, à aucune autorisation préalable.

En tout état de cause, cette rencontre a été brève. Les dirigeants dissidents de cette organisation nationale ont appelé les membres des commissions spécialisées, qu'eux-mêmes avaient créées à la suite de l'écèlement de l'UGCAA, à cette rencontre de Boumerdès pour le renforcement des ces instances (commissions) en vue de participer aux assises régionales et nationales que projette d'organiser le ministère du Commerce.

Les organisateurs de ce conclave ont, par ailleurs, instruit les membres de ces instances de recenser les difficultés que rencontrent les commerçants. Ils comptent, en effet, inclure la corporation lors des assises qu'organise le gouvernement.

Certains délégués venus de diverses régions du pays n'ont pas manqué à l'occasion de rappeler les difficultés auxquelles fait face cette dissidence pour activer sur le terrain. Le représentant des boulangers d'Alger casse, à ce propos, un tabou. «Il ne faut pas se leurrer, nous sommes à la recherche de la légalité ; nous sommes entre deux feux, celui de l'administration qui refuse de se délester de Souilah, et de la nuisance de l'ancien secrétaire général poursuivi par la justice. Nous devons dépasser cette situation et mettre les pouvoirs publics devant leurs responsabilités», dira-t-il en estimant que l'organisation d'un sit-in de protestation devant une instance gouvernementale d'Alger est dictée aux adhérents par une situation intenable dans laquelle est tenue leur organisation.

Sera-t-il entendu ? Pas sûr, serait-on tenté de penser à la lecture des termes du communiqué, supposé être le résultat de cette rencontre mais qui nous a été remis bien avant le début des travaux de cette rencontre et qui, plus est, a été faxé à partir de Sétif. Ce communiqué met en garde quiconque qui serait tenté d'activer avec «Salah Souilah, poursuivi par la justice pour corruption, trafic et détournement de biens».

Mais la plus grande partie est consacrée au soutien au chef de l'Etat qui a, selon les rédacteurs de ce communiqué, initié des réformes politiques et économiques ; sans préciser lesquelles et aux services de sécurité — Gendarmerie et Douane — pour leurs efforts en vue de protéger l'économie nationale.

Abachi L.

## IL FAIT ÉTAT D'AGRESSIONS «DOUTEUSES» DE SES MILITANTS

# Le RCD dénonce la «voyoucratie»

*Le parti de Saïd Sadi est en colère. Il le fait savoir par le biais d'un communiqué dans lequel il écrit que «la voyoucratie se dévoile». A l'origine de cette réaction, plusieurs agressions qui ont ciblé ses militants.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Le RCD fait état d'«agressions douteuses ciblant les locaux et les militants du RCD. A Tizi-Ouzou, le siège du bureau régional a été cambriolé le vendredi 15 avril 2011. A Béjaïa, le siège du BR a été également visité dans la nuit du 6 mai au 7 mai 2011. L'unité centrale du micro-ordinateur, 5 000 DA déposés dans la caisse, le téléphone-fax ont été subtilisés. Les murs ont été couverts d'écriteaux injurieux. A Jijel, un élu de la commune d'Ouled Asker, daïra de Taher, a été convoqué au commissariat de police. Une fois sur place, les policiers se sont enquis de savoir s'il était toujours militant du RCD avant de le relâcher sans autre forme d'explication».



Saïd Sadi, président du RCD.

Pour le RCD, il ne s'agit nullement d'un hasard puisqu'il estime que «ces événements témoignent des véritables choix politiques, que le pouvoir cultive et entretient sur le terrain au moment où le sommet de l'Etat se répand en annonces sur les réformes démocratiques» et d'ajouter que «venues après les nombreuses violences subies par

les cadres et les militants lors des marches populaires lancées dans la capitale, ces attaques, qui n'épargnent ni parlementaires ni étudiants, ni médecins ni tout autre citoyen désireux de revendiquer ses droits, représentent en vérité le message politique le plus fidèle des intentions du pouvoir en place». Le RCD conclut que «incapable de

faire face aux conséquences désastreuses de son bilan, le pouvoir multiplie diffamations, agressions et provocations à l'instar des régimes assis sur des structures occultes qui échappent à tout contrôle. C'est aussi parce que la voyoucratie est aux commandes que le changement est impératif.

N. I.

## LE SNTE ACCUSE LA TUTELLE DE LUI FERMER SES PORTES

# «Parce que nous avons refusé d'être achetés»

*Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation estime que les portes du ministère de l'Education nationale lui sont fermées parce que ses membres dirigeants ont refusé de céder au chantage.*

**Irane Belkhedim - Alger (Le Soir)** - «On a voulu nous acheter pour nous faire taire et on a refusé. C'est parce que nous avons refusé de céder au chantage que les autorités refusent de répondre à toutes nos correspondances. C'est la vérité ! Arrêtons d'être hypocrite», a indiqué Mohamed Yiniya, le chargé de la communication dudit syndicat, hier, lors d'une conférence de presse tenue à l'école Ali-Mellah, siège du SNTE.

En 2003, une action a été intentée en justice. Une plainte a été déposée contre Abdelkrim Boudjenah pour l'écarter de la présidence du syndicat.

En 2010, la justice a tranché en sa défaveur et Boudjenah a été écarté de la direction. «Pourtant, il continue de parler au nom de Syndicat national des travailleurs de l'éducation et la tutelle dialogue avec lui ! Il a été récemment reçu au ministère de l'Education ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Qu'il reste

président malgré tout !», s'interroge Mohamed Yiniya, estimant qu'une telle attitude démontre la volonté des autorités à dialoguer seulement avec ceux qui sont manipulables. «Nous sommes légitimes. Nous sommes élus par la base», dit-il.

Les syndicalistes peinent à expliquer l'attitude du département de Benbouzid, qui ne répond plus à leurs correspondances. «Nous avons saisi récemment la tutelle pour qu'elle nous délivre une autorisation. Nous en avons besoin pour organiser nos assemblées régionales.

Impossible de procéder sans cela. Aucune réponse ne nous a été adressée, qu'elle soit négative ou positive», indique Ahmed El-Hadj Mohamed, vice-président du SNTE, déplorant avec force le refus des pouvoirs publics à mettre en application les décisions de justice et à respecter les lois de la République.

«Il y avait un conflit et la plus haute instance judiciaire du pays a tranché. Pourquoi



Benbouzid ignore le SNTE.

les ministères de l'Education nationale et du Travail ne veulent pas respecter ça ?», se demande-t-il. Le syndicat, qui se préparait à remanier ses structures et à s'organiser pour aller vers un congrès national, se trouve bloqué.

Le refus de l'administration (ministères de l'Education nationale et du Travail) de le reconnaître paralyse ses activités. «Depuis le conflit, certains de nos bureaux et

sièges ont été fermés et nous avons besoin de les rouvrir et les relancer aujourd'hui», a affirmé Rachid Dridi, l'actuel président, précisant que le syndicat a frappé à toutes les portes sans résultat.

«Dès que les citoyens sortent manifester, l'administration se dépêche de les réprimer. Mais quand les citoyens vont vers l'administration, ses portes restent fermées !»

I. B.